



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

POUR MES INTERETS, LE 22 MAI, JE LUTTE !

L'attaque généralisée du patronat et du gouvernement contre nos Services Publics, notre Sécurité Sociale solidaire, nos droits et garanties collectives, remet gravement en cause notre modèle social.

Pourtant, **les richesses produites par les travailleurs n'ont jamais été aussi élevées.** Nous pouvons financer les Services Publics, la Sécurité Sociale, le développement industriel et ainsi répondre aux besoins des populations.

Les réformes réactionnaires se succèdent pour accroître

les bénéfices des actionnaires et du patronat, et organiser la mise en concurrence des travailleurs européens, alors que les conditions de travail, de vie et d'études, se dégradent pour les salariés, les chômeurs, les retraités, les lycéens et les étudiants.

Les attaques, la mise en place d'une justice de classe contre la représentation des salariés, leurs droits d'expression et leur capacité à intervenir dans la gestion des entreprises sont incessantes. Elles vont de pair avec les interventions policières disproportionnées et accompagnées de violences notamment dans les universités.

Cette répression dans les universités intervient alors que les étudiants sont mobilisés depuis des semaines et pour certains des mois, contre la loi dite d'Orientation et de Réussite (ORE).

La casse du service public de l'éducation, du ferroviaire, de la Poste, de l'hôpital, des services fiscaux, de la justice, etc... n'a qu'un seul but non avoué par le gouvernement, qui est la privatisation.

Tout ce qui est rentable doit être donné aux grands groupes multinationaux. Et ce qui est rentable pour le capital doit être payant pour les salariés, les populations.

C'est la logique du marché.

Les salariés de chez Michelin, de Carrefour, de Nexter, d'Intermarché ou encore dans

le salon de coiffure du centre-ville de Mehun ont besoin de services publics accessibles partout, de qualité, avec des fonctionnaires au service de l'égalité de traitement et de l'intérêt général. Les non-remplacements et les coupes budgétaires ne permettent plus cet accueil tant demandé par les usagers.

La privatisation n'arrangera rien, bien au contraire.

Les statuts ne sont nullement responsables du fonctionnement des services publics dégradés. C'est le prétexte pour aligner tous les travailleurs sur le moins-disant social.

Devrions-nous toutes et tous travailler avec le moins de garanties collectives, voire plus rien pour nous protéger ?



Conformément à l'appel de la CGT, nous mettons tout en œuvre pour favoriser la convergence des luttes et gagner le "Tous Ensemble" nécessaire face à la cohérence des attaques. Travaillons à rassembler le monde du travail, à partir des luttes développées dans les entreprises et à faire valoir nos intérêts communs, en revendiquant ensemble :

- Abrogation des lois (Macron, El Khomri, Rebsamen) qui remettent en cause les garanties collectives (socle des conventions collectives, statuts),
- Retrait des réformes et restructurations annoncées : SNCF, Fonction Publique, Universités,
- Suppression des exonérations de cotisations sociales. Retour de l'ISF. Il faut mettre fin aux 4.000 dispositifs de détournement des richesses, notamment le nouveau CICE, CIR, dispositifs Fillon, etc...,
- Financement de la Sécurité Sociale par l'augmentation des cotisations sociales et non l'impôt (CSG...), retour aux élections des représentants des assurés sociaux,
- Obtention d'une série de nouveaux droits de haut niveau, inscrits dans le code du travail, les conventions collectives et les statuts, dont il faut rétablir le caractère obligatoire et non dérogeable,
- Augmentation des salaires, du point d'indice et des pensions, sur la base d'un SMIC à 2.000 € brut,
- Embauches avec mise en place immédiate des 32 Heures hebdomadaires avec maintien de salaire,
- Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- Retraite solidaire à taux plein à 60 ans avec prise en compte des années d'études, 55 ans pour les métiers pénibles,
- Maintien et développement d'une industrie et de Services Publics qui répondent aux besoins des populations et non au dogme de la rentabilité,
- Réappropriation sociale et publique des entreprises ayant une importance stratégique pour garantir l'intérêt commun.

**Tous ensemble, unis et déterminés,
ARRÊTONS-LES
ET IMPOSONS NOTRE PROJET
DE SOCIÉTÉ !!**



LE 22 MAI 2018

TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION

BOURGES : 10 h 30 – Place Séraucourt